



« PENSER GLOBALEMENT ET AGIR LOCALEMENT : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EST LE DEVOIR DE CHAQUE CITOYEN »

Cette année, l'île Maurice jeune patrie célèbre son 52ème anniversaire, à l'accession de son indépendance. République en 1992, cette nation fût d'elle-même un exemple de démocratie alors que sa tradition multiraciale lui confère aussi son identité propre – unique en son genre. Cette île qui se situe à la croisée de l'Asie et de l'Afrique, se positionne comme pierre angulaire au sein de l'océan indien et une référence aux niveaux régional et international.

Le parcours à la libération aussi dynamique fût-il, reste marqué par un combat inlassable des citoyens à bâtir une société robuste et intègre où règne une culture d'éthique au sein des institutions publiques ainsi que privées. Cette culture de transparence reste avant tout le cheval de fer de notre pays qui jusqu'à ce jour s'engage dans une lutte acharnée contre la corruption et autres fléaux sociaux y relatifs. La corruption est, en termes simples, un fléau non négligeable qui ronge notre société et perturbe notre équilibre économique et social. D'où l'appel à l'éveil de conscience de tout un chacun face à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Cet appel demeure plus que jamais capital pour l'épanouissement de soi et du pays.

Il est grand temps pour nous en tant que citoyen et citoyenne de l'île Maurice, de prendre conscience que la corruption nuit à nos valeurs, corrompt notre âme et surtout met en échec notre développement socio-économique. Il est temps d'agir en toute conscience, que l'échelle des valeurs telles que : l'intégrité, la responsabilité, la transparence, l'éthique de comportement parmi tant d'autres soient mises en exergue si nous voulons œuvrer pour une cause juste telle que « **L'éradication de la corruption par les valeurs universelles** ».

Il en est de même pour toutes les religions du monde qui condamnent la corruption comme étant un acte immoral, inopportun et déloyal qui diminue le statut de l'homme face à ses tiers en société. Nous faisons appel aux Mauriciens de dire « **NON** » à tout acte qui pourrait engendrer la corruption et surtout de faire preuve de courage en dénonçant de tels actes sans crainte. C'est le devoir du citoyen mauricien de prendre en main la destinée de l'île Maurice tout en adoptant une approche collaborative orientée vers l'édification d'une société où règne une culture de transparence et d'éthique.

Vive la patrie mauricienne et faisons preuve de patriotisme pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent.

Dr N. Beekarry
Directeur-Général, ICAC

Père Philippe Goupille
Président, Conseil des Religions